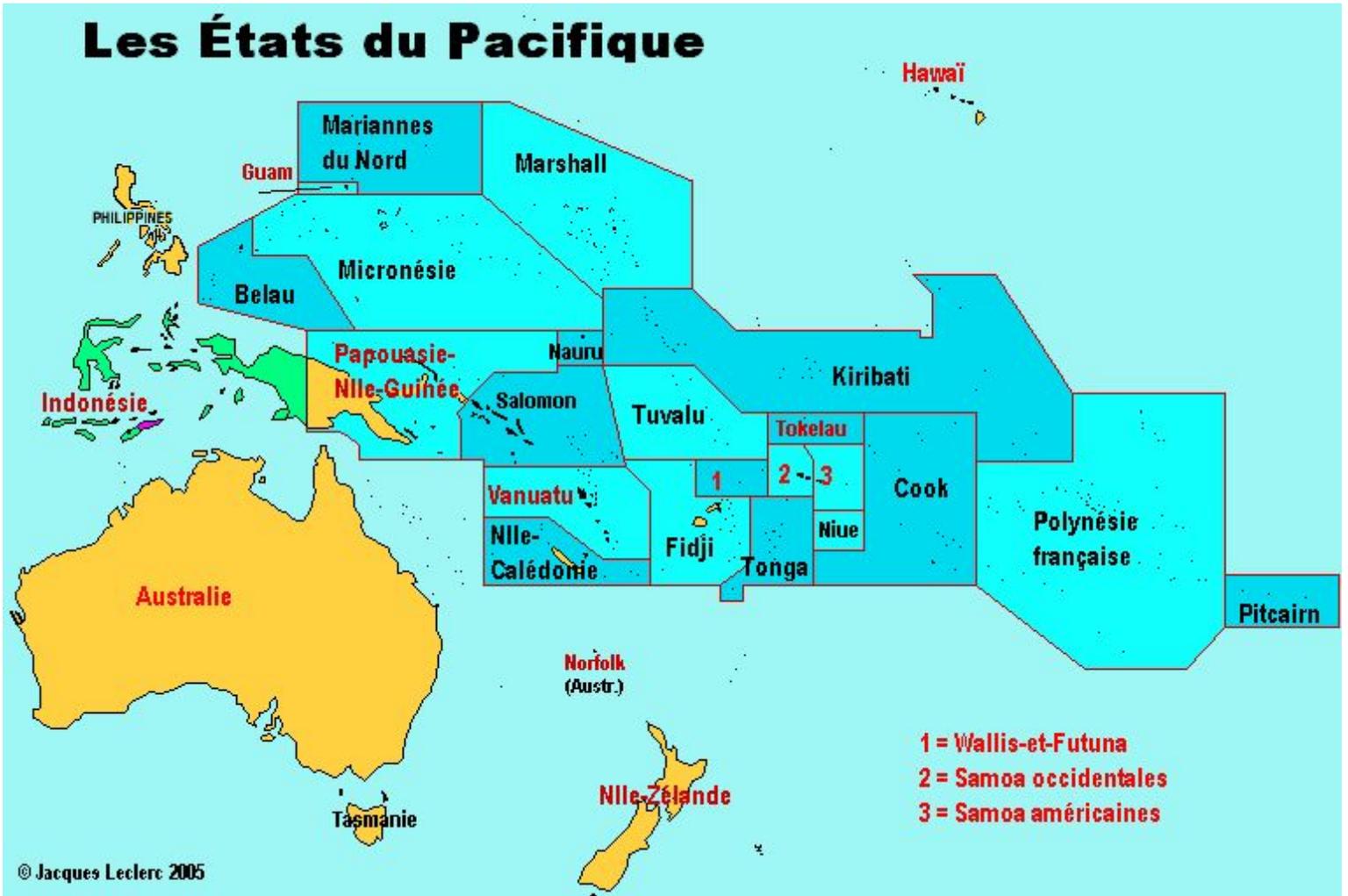


Océanie :

Les États du Pacifique



Sommaire :

Australie : 3-4

Îles Cook : 5-6

Fidji : 7-8

Kiribati : 9-10

Îles Marshall : 11-12

Micronésie : 13-14

Nauru : 15-16

Niue : 17-18

Nouvelle-Zélande : 19-20

Palaos : 21-22

Papouasie-Nouvelle-Guinée : 23-24

Salomon : 25-26

Samoa : 27-28

Tonga : 29-30

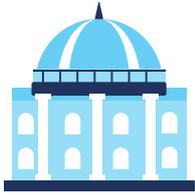
Tuvalu : 31-32

Vanuatu : 33-34



Australie

Commonwealth d'Australie



Nature du régime : Monarchie constitutionnelle

Chef de l'Etat : la reine Elizabeth II, représentée depuis le 1er juillet 2019, par le Gouverneur général d'Australie, David Hurley.

Chef du Gouvernement : M. Scott Morrison, Premier ministre



Superficie : 7 692 300 km²

Capitale (2016) : Canberra (395 790 habitants)

Villes principales : Sydney, Melbourne, Brisbane, Perth

Langues officielles : anglais

Monnaie : dollar australien, 1 Euro = 1,57 AUD

Fête nationale : 26 janvier (arrivée de la première flotte européenne à Sydney Cove en 1788 et proclamation de la souveraineté britannique).



Population (2018) : 24,99 millions d'habitants

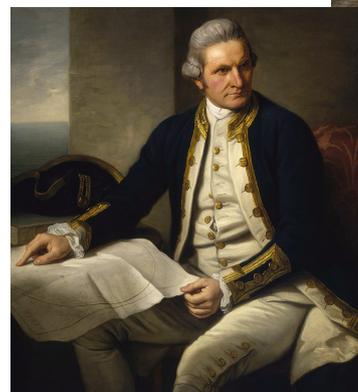
Espérance de vie : 84,3 ans pour les femmes ; 79,9 ans pour les hommes

Taux de croissance démographique (2018) : 1,5 %

Taux d'alphabétisation : 99 %

Religions : atholiques (22,6 %), anglicans (13,3 %), autres chrétiens (16,3 %), bouddhistes (2,4%), musulmans (2,6%), autres (3,7 %), sans religion déclarée (30,1 %)

Les **Australiens indigènes** ont habité le continent pendant environ **65 000 ans** avant la première **arrivée** des **explorateurs hollandais** au début du **XVIIe siècle**, qui l'ont nommé New Holland. En **1770**, la **moitié orientale de l'Australie** a été **revendiquée par la Grande-Bretagne** et s'est d'abord installée par voie de **transport pénitentiaire** vers la **colonie de Nouvelle-Galles du Sud** à partir du 26 janvier **1788**, date qui est devenue la fête nationale de l'Australie. La population a augmenté régulièrement au cours des décennies suivantes et au moment de **la ruée vers l'or des années 1850**, la plus grande partie du continent avait été explorée par des colons européens et cinq autres colonies de la Couronne autonomes s'étaient établies. Le 1er janvier **1901**, les **six colonies se sont fédérées**, formant le **Commonwealth d'Australie**. L'Australie a depuis maintenu **un système politique démocratique libéral** stable qui fonctionne comme une monarchie constitutionnelle parlementaire fédérale, comprenant six États et dix territoires.



Treizième économie mondiale, avec un PIB de 1392 Mds\$ en 2019, l'Australie a **bénéficié jusqu'à la présente crise d'une croissance ininterrompue durant 27 ans**. Cette croissance (1,9% en 2019) a été **tirée par une forte demande**, tant intérieure qu'extérieure. Les moteurs de croissance ont été dynamiques notamment grâce à la **bonne tenue des prix des matières premières (en particulier du fer et du charbon) et la forte demande asiatique dans ce secteur**. La situation financière de l'Australie demeure particulièrement solide, permettant à Standard & Poor's de confirmer la note maximale AAA du pays. **Les perspectives économiques sont rendues incertaines par la pandémie.**

La **relation bilatérale** avec l'Australie, qui remonte au **premier conflit mondial**, repose sur une **communauté d'intérêts et de valeurs** (défense du multilatéralisme et du droit, règlement pacifique des différends). Elle a **connu un développement majeur** avec l'annonce du choix de **Naval Group** pour la **construction de douze sous-marins océaniques** (marché de 34 mds d'euros). Ce programme a donné lieu à **deux traités intergouvernementaux** et un **Partenariat stratégique rehaussé** a été signé par les ministres des affaires étrangères des deux pays à Melbourne, en mars 2017.

Dans le **Pacifique**, la **présence de la France et de ses trois collectivités** (Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française, Wallis-et-Futuna) que l'Australie a soutenues pour leur accession en tant que membre plein au sein du Forum des Iles du Pacifique (FIP - principale organisation politique régionale) est **aujourd'hui perçue comme un élément important de stabilité de son environnement proche**.

Les échanges commerciaux et les investissements directs sont un vecteur essentiel du dynamisme de notre relation bilatérale. L'Australie est notre **7e excédent commercial** (1,6 Md€ en 2019). Plus de **600 entreprises françaises** (employant 70 000 personnes) y sont implantées **dont 35 du CAC 40**. En constante progression, les investissements australiens en France présentent encore un réel potentiel.

L'**ambassade de France** en Australie **accompagne** une communauté française de près de **100 000 personnes** (dont 25 203 seulement enregistrés sur la liste consulaire).



Îles Cook



Nature du régime : monarchie constitutionnelle (État indépendant en libre-association avec la Nouvelle-Zélande depuis le 4 août 1965).

Chef de l'Etat : la reine Elizabeth II, représentée depuis le 27 juillet 2013 par le Gouverneur général, Tom Marsters. Reconduit en 2016 dans ses fonctions pour 3 années supplémentaires.

Chef du Gouvernement : Henry Puna, Premier ministre

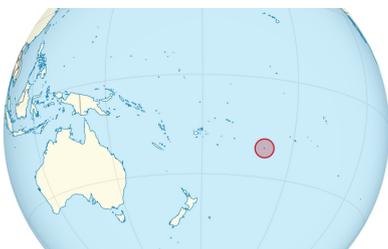
Superficie : 236 km² (120 km de lignes côtières) (ZEE : 1,8 millions de km²)

Capitale (2016) : Avarua (4906 habitants)

Langues officielles : maori des Îles Cook, anglais

Monnaie : Dollar des îles Cook (pas de conversion avec l'Euro) et Dollar néo-zélandais, 1 Euro = 1,69 Dollar néo-zélandais

Fête nationale : La Journée de la Constitution n'est autre que la fête nationale. Elle célèbre l'anniversaire de l'indépendance du pays qui prit effet le 4 août 1965 de la Nouvelle-Zélande.



Population (2016 – Cook Islands Statistics Office - CISO) : 11 700 habitants

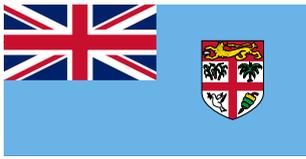
Espérance de vie : hommes (71,7 ans), femmes (79,6).

Taux de croissance démographique (2015 - CISO) : 7,9 %

Taux d'alphabétisation : inconnu

Religions : églises protestantes 80 %, catholique 15 %

Selon la tradition orale, les îles Cook auraient été peuplées à partir du VIII^e siècle ou IX^e siècle par vagues successives en provenance des Samoa, des îles de la Société, des Tuamotu et sans doute également des îles Marquises et des îles Australes. Des navigateurs espagnols et portugais (Alvaro de Mendaña et Pedros Quiros) atteignirent les îles du sous-groupe nord à la fin du XVI^e siècle et au début du XVII^e. Plus tard, les Britanniques explorèrent également la région et nommèrent l'île de Pukapuka *Danger Island* (1664). Au cours de sa deuxième circumnavigation, James Cook visite les îles de Manuae (septembre 1773) et Palmerston (juin 1774) puis, au cours de son troisième voyage, Mangaia et Atiu (mars 1777). En 1804, le nom d'*Îles Cook* fut employé pour la première fois par le navigateur Johann Adam von Krusenstern, mais seulement pour le sous-groupe méridional de l'archipel. Ce n'est qu'avec le protectorat britannique (1888) que l'archipel dans son ensemble fut officiellement baptisé ainsi après avoir porté un temps le nom d'îles Hervey. Ce n'est qu'à partir de 1827 que des missionnaires blancs s'installèrent à demeure à Rarotonga : Charles Pitman, puis Aaron Buzacott. Comme dans les autres îles du Pacifique, les missionnaires ou pasteurs imposent aux insulaires leurs mœurs avec bien souvent la complicité des *ariki* (chefs) qui voyaient là un bon moyen de renforcer leur *mana*. C'est ainsi que tout un arsenal législatif connu sous le nom de *blue laws* (lois bleues) fut mis en place. Les Européens amenèrent également des maladies, qui déciment la population māori de Rarotonga : celle-ci passa en quelques années de quelque 7 000 habitants à environ 2 000. En 1843, alors que les Français venaient de prendre le contrôle des îles Marquises (1838) et du royaume de Tahiti (1842), les chefs et les pasteurs demandèrent la protection du gouvernement britannique pour les défendre en cas d'attaque française, mais celui-ci n'accède à leur requête qu'en 1888 en instaurant un protectorat. Malgré l'insistance de la Nouvelle-Zélande, les Britanniques se montrèrent peu disposés à assumer le coût financier d'une annexion. En 1898, un Néo-Zélandais, le major Walter Edward Gudgeon fut nommé résident britannique avec pour objectif de préparer la voie à une annexion directement néo-zélandaise. Ne souhaitant pas devenir la « colonie d'une colonie », la plupart des insulaires auraient préféré à l'époque une annexion par la Grande-Bretagne. Mais finalement après maintes palabres et menaces voilées, Gudgeon finit par convaincre les principaux *ariki*. Les îles Cook furent officiellement annexées le 7 octobre 1900 par la Nouvelle-Zélande. L'année suivante, Niue subit le même sort. En 1946, les habitants des îles Cook purent élire leur propre Conseil législatif et participer davantage à l'administration de leur archipel. Après la Seconde Guerre mondiale, la Nouvelle-Zélande fait venir sur son territoire des milliers d'ouvriers en provenance non seulement des îles Cook, mais aussi des îles Samoa, de Niue et des Tokelau. La Nouvelle-Zélande devint ainsi le pays hébergeant le plus grand nombre de Polynésiens ayant quitté leur île d'origine. Au cours des années 1960, le mouvement de décolonisation qui balayait le monde atteignit aussi l'Océanie, ce qui incita le gouvernement à accorder aux îles Cook un statut d'indépendance associée (*self government*) en instaurant une nouvelle constitution. Les îles Cook conservent depuis cette date d'étroits liens politiques et économiques avec la Nouvelle-Zélande. Ce statut particulier leur permet ainsi de recevoir une aide financière annuelle, alors que les insulaires sont automatiquement citoyens néo-zélandais. Cette aide varie selon les années entre 7 et 10 millions de dollars néo-zélandais soit environ entre 3 et 5 millions d'euros. Les îles Cook deviennent un pays indépendant et souverain le 4 août 1965.



Fidji



République des Fidji



Nature du régime : République parlementaire.

Chef de l'Etat : M. Jioji Konusi KONROTE.

Chef du Gouvernement : M. Josaia Voreqe BAINIMARAMA.



Superficie : 18 333 km², ZEE 1 282 978 km².

Capitale (2017) : Suva (93 970 habitants)

Villes principales : Suva, Lautoka, Nadi, Ba, Labasa.

Langues officielles : anglais, fidjien, hindi.

Monnaie : Dollar des îles Cook (pas de conversion avec l'Euro) et Dollar néo-zélandais, 1 Euro = 1,69 Dollar néo-zélandais

Fête nationale : 10 octobre, anniversaire de la proclamation de l'indépendance du Royaume-Uni, en 1970.



Population (2017) : 905 502 habitants

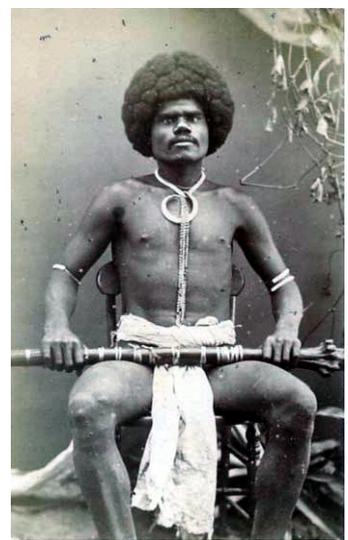
Espérance de vie (2016) : 70,27 ans

Taux de croissance démographique (2017) : 0,75 %

Taux d'alphabétisation : inconnu

Religions (recensement 2007) : chrétiens (64,5%) ; hindous (27,9%) ; musulmans (6,3%) ; sikhs (0,3%), autres : 0,6%

La majorité des **îles fidjiennes** se sont **formées** grâce à l'**activité volcanique** qui a commencé il y a environ 150 millions d'années. Les **humains** ont vécu au **Fidji** depuis le **deuxième millénaire avant notre ère** - d'abord **Austronésiens** et plus tard **Mélanésiens**, avec quelques influences polynésiennes. Les **Européens** ont visité les Fidji pour la première fois au **XVII^e siècle**. En **1874**, après une brève période au cours de laquelle les Fidji étaient un royaume indépendant, les **Britanniques ont établi la Colonie des Fidji**. Les Fidji ont fonctionné en tant que **colonie de la Couronne jusqu'en 1970**, date à laquelle elles ont **accédé à l'indépendance** et sont devenues le Dominion des Fidji. En **1987**, à la suite d'**une série de coups d'État**, le gouvernement militaire qui avait pris le pouvoir l'a déclarée **République**. Lors d'un **coup d'État en 2006**, le **Commodore Frank Bainimarama a pris le pouvoir**. En **2009**, la **Haute Cour de Fidji a jugé que la direction militaire était illégale**. À ce stade, le président Ratu Josefa Iloilo, que l'armée avait retenu comme chef d'État nominal, a officiellement abrogé la Constitution de 1997 et a reconduit Bainimarama au poste de Premier ministre par intérim. Plus tard en 2009, Ratu Epeli Nailatikau a succédé à Iloilo à la présidence. Le 17 septembre 2014, après des années de retards, une élection démocratique a eu lieu. Le **parti FijiFirst de Bainimarama a remporté 59,2% des voix** et les observateurs internationaux ont jugé l'élection crédible.



Fidji est l'**une des économies les plus développées des îles du Pacifique**.

Toutefois, l'économie est **vulnérable** aux **catastrophes naturelles** qui pèsent sur la croissance. Le cyclone Winston, le plus violent de l'histoire de l'archipel, a frappé le pays en février 2016, causant des dégâts importants (estimés à environ 28 % du PIB du pays) aux habitations, aux infrastructures et aux cultures, qui sont encore en cours de reconstruction. Néanmoins, le pays se relève bien après le cyclone et devrait continuer à se développer dans les années à venir. **L'économie a été particulièrement dynamique ces dernières années**, avec une croissance de 2,7% en 2019 et des prévisions de respectivement 3,0% pour 2020 et 3,2% pour 2021 (FMI), **principalement** grâce aux **activités de reconstruction**, au **secteur du tourisme**, à la **reprise de la production agricole** et à l'**augmentation des dépenses de consommation des ménages** (le principal contributeur du produit intérieur brut). La performance économique du pays va néanmoins dépendre du maintien de la stabilité financière, de la reconstitution des réserves budgétaires et de la stimulation du développement du secteur privé.

La France **entretient des relations confiantes et solides** avec les Fidji dont elle est **un voisin géographique** (frontières communes avec la Nouvelle-Calédonie et Wallis-et-Futuna).

Les **priorités de notre coopération bilatérale** sont la **promotion de la Francophonie et des questions linguistiques**, la **formation professionnelle**, les **échanges scientifiques autour d'enjeux majeurs en Océanie**, comme le changement climatique, la protection de l'environnement, le développement des énergies renouvelables et la **mise en valeur du patrimoine culturel**, le tout en lien avec nos territoires. Le développement de la francophonie est par ailleurs un aspect essentiel de notre relation avec les Fidji. On compte **fin 2016 un millier d'apprenants de français aux Fidji**, dont 700 écoliers et étudiants.

Les **relations économiques** entre la France et les Fidji **tendent à se renforcer** avec la présence de **plusieurs entreprises françaises dans le pays**, au travers d'implantations permanentes (**Total, Pacific Petroleum, Bred, Bolloré Logistics, Accor, Suez**), ou par le **développement d'un courant d'affaires** (avec Thalès, Alcatel, Vergnet, Airbus, ATR, Schneider Electric ou Peugeot). Le premier « Business dialogue » franco-fidjien s'est tenu le 10 mai à Suva en présence du vice-Premier ministre fidjien.

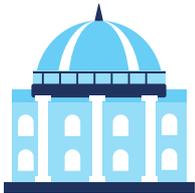
La **coopération militaire** avec les Fidji est **centrée sur la participation française à la surveillance de la ZEE fidjienne**, les **entraînements communs**, les échanges de sections, les escales de bâtiments et l'enseignement du français en milieu militaire.



Kiribati



République des Kiribati.



Nature du régime : République

Chef de l'Etat et du Gouvernement : M.
Taneti Maamau, président de la République.



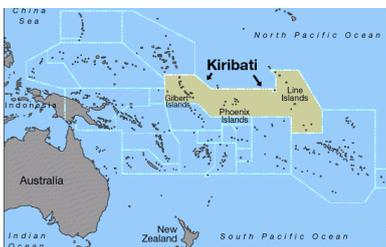
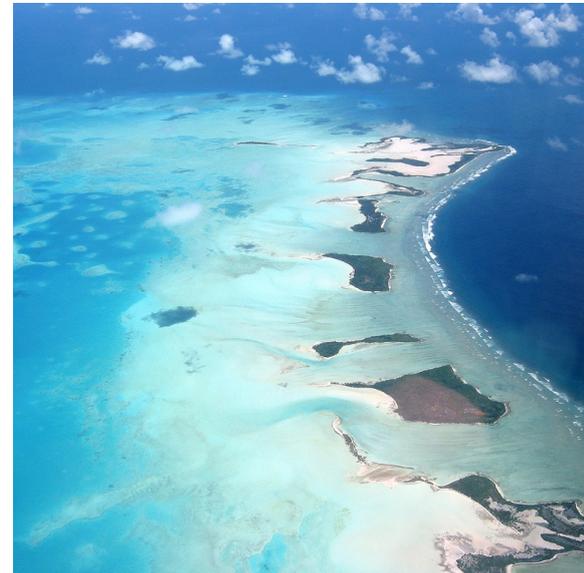
Superficie : 811 km², ZEE 3 441 810 km².

Capitale (1990) : Tarawa (93 970 habitants)

Langues officielles : anglais, i-kiribati.

Monnaie : Dollar australien, 1 Euro = 1,57 Dollar australien

Fête nationale : 12 juillet - anniversaire de la proclamation de l'indépendance du Royaume-Uni, en 1979.



Population : 115 847 habitants.

Espérance de vie : 68 ans.

Taux de croissance démographique : 1,5 %.

Taux d'alphabétisation : inconnu

Religions : catholique 57,3%, églises protestantes 31,3%, mormons 5,3%.

Les Kiribati sont **habitées** depuis environ **deux mille ans** par un peuple austronésien de Micronésie, parlant une seule et même langue, le **gilbertin**. À l'écart des principales routes, les futures Kiribati ont été « **découvertes** » **assez tardivement**, de façon exhaustive, par les explorateurs européens, en fait seulement **au tout début du XIXe siècle**. Elles doivent leur **nom d'îles Gilbert** (en français) à **l'amiral Adam Jean de Krusenstern** qui les baptisa ainsi vers **1820**, du nom du capitaine de la Royal Navy Thomas Gilbert qui les avait traversées en 1788. En **1892**, le **Royaume-Uni** plaça sous **son protectorat** les îles Gilbert, les îles Ellice (aujourd'hui Tuvalu) et les îles de l'Union (jusqu'en 1925, devenues Tokelau). Elles deviennent **une colonie britannique** le 12 janvier 1916, comprenant également les îles Ocean (Banaba), Fanning et Washington (depuis 1901) — ainsi que Christmas (à partir de 1919). Les îles Gilbert subissent (en partie) l'occupation japonaise pendant la Seconde Guerre mondiale, à partir de la fin 1941. La bataille de Tarawa y met partiellement fin en novembre 1943. Ocean n'est libérée qu'en 1945. **Peu à peu, une certaine autonomie est concédée** à ces territoires. En **1978, l'indépendance est définitivement accordée aux îles Ellice, séparées des Gilbert depuis 1975** et qui prennent alors le nom des **Tuvalu** (« huit îles ensemble »). Les **Kiribati** deviennent à leur tour **indépendantes sous leur « nouveau » nom le 12 juillet 1979**. Pendant ses trente-sept ans d'indépendance, la **république a connu une vie politique démocratique**.



L'**économie** de la république des Kiribati s'organise **surtout autour de certains secteurs spécifiques** et celle-ci **dépend en grande partie de l'aide directe des États-Unis et de l'aide internationale** (50 % du PIB en 2011). De plus, l'autre majeure partie de l'économie dépend de **ressources premières issues de la période coloniale**. Une **grande partie** de la population **vit de l'agriculture** même si l'île **doit se contenter de très faibles rendements** de par la faible dimension des îles mais aussi et surtout à cause des sols salés et peu profonds qui empêchent toute forme de culture à grande échelle. Les **ressources fossiles** comme le phosphate qui étaient exploitées durant la période coloniale ont été **liquidées par les occupants** comme c'est le cas pour d'autres États de la région (Nauru). L'île se trouve d'ailleurs à l'avant-dernière place (182e) de la liste des pays par PIB (PPA) avec 1,92 milliard de dollars US. **La revente de titre de pêche aux Japonais ou aux États-Unis représente là aussi un apport de richesse pour le pays ainsi que le tourisme**, notamment américain.

Les **relations** entre la France et la République des Kiribati se sont **renforcées dans le contexte des négociations climatiques**. Le Président Anote TONG a participé au Dialogue de haut-niveau sur le changement climatique présidé par le Président de la République à Nouméa le 17 novembre 2014 et s'est rendu Paris dans le cadre du IVème Sommet France-Océanie le 30 novembre 2015, ainsi qu'à la COP 21. L'ambassadeur Tebururo TITO, ancien président de la République et actuel représentant permanent de la République des Kiribati auprès des Nations Unies, a représenté les Kiribati à Nouméa le 4 mai 2018 au Dialogue de haut-niveau sur le changement climatique en présence du Président Macron. Le Président Taneti MAAMAU s'est rendu à Papeete le 10 et 12 février 2017 après la visite à Nouméa, un mois auparavant, du vice-Président des Kiribati, M. Kourabi NEMEN. Une **délégation du groupe d'amitié du Sénat** avec les îles du Pacifique, conduite par Mme Catherine PROCACCIA, présidente du groupe, **s'est rendue aux Kiribati du 19 au 23 septembre 2018**.



Iles Marshall



République des Iles Marshall.



Nature du régime : République parlementaire.

Chef de l'Etat et du Gouvernement : Mme Hilda HEINE.



Superficie : 181 km², ZEE 1 990 530 km².

Capitale (2011) : Majuro (27 797 habitants)

Langues officielles : marshallais, anglais.

Monnaie : Dollar américain, 1 Euro = 1,22 \$

Fête nationale : 1er mai, entrée en vigueur de la Constitution (1979)



Population : 58 413 habitants.

Espérance de vie : 73,6 ans.

Taux de croissance démographique : 0,61 %.

Taux d'alphabétisation : inconnu

Religions : protestants (80,5%) ; catholiques (8,5%).

Les colons micronésiens ont atteint les îles Marshall en utilisant des canoës vers le II^e millénaire avant J.-C. , la navigation inter-îles étant rendue possible grâce aux cartes traditionnelles. Les îles de l'archipel ont d'abord été explorées par les Européens dans les années 1520, en commençant par Ferdinand Magellan, un explorateur portugais au service de l'Espagne, Juan Sebastián Elcano et Miguel de Saavedra. L'explorateur espagnol Alonso de Salazar a rapporté avoir aperçu un atoll en août 1526. D'autres expéditions par des navires espagnols et anglais ont suivi. Les îles tirent leur nom de John Marshall, qui les a visité en 1788. Les habitants étaient historiquement connus par les habitants comme "jolet jen Anij" (Dons de Dieu). L'Espagne a revendiqué les îles en 1592 et les puissances européennes ont reconnu sa souveraineté sur les îles en 1874. Elles faisaient officiellement partie des Indes orientales espagnoles depuis 1528. Plus tard, l'Espagne a vendu certaines des îles à l'Empire allemand en 1885, et elle fait partie de la Nouvelle-Guinée allemande cette année-là, dirigée par les sociétés commerciales qui font des affaires dans les îles, en particulier la Jaluit Company. Dans la Première Guerre mondiale , l'Empire du Japon a occupé les Îles Marshall. En 1920, la Société des Nations a formé le Mandat des Mers du Sud.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont pris le contrôle des îles lors de la campagne des îles Gilbert et Marshall en 1944. Des essais nucléaires ont eu lieu sur l'atoll de Bikini en 1946 et se sont terminés en 1958. Le gouvernement américain a formé le Congrès de Micronésie en 1965, un plan pour une autonomie accrue des îles du Pacifique. Le territoire sous tutelle des îles du Pacifique en mai 1979 a accordé l'indépendance aux îles Marshall, dont la constitution et le président (Amata Kabua) ont été officiellement reconnus par les États-Unis. La pleine souveraineté ou l' autonomie gouvernementale a été obtenue dans un Compact of Free Association avec les États-Unis. Politiquement, les Îles Marshall sont une république parlementaire avec une présidence exécutive en association libre avec les États-Unis, les États-Unis fournissant la défense, des subventions et l'accès aux agences basées aux États-Unis telles que la Federal Communications Commission et le United States Postal Service. Avec peu de ressources naturelles, la richesse des îles repose sur une économie de services, ainsi que sur la pêche et l'agriculture ; l'aide des États-Unis représente un pourcentage important du produit intérieur brut des îles. Le pays utilise le dollar américain comme monnaie. En 2018, il a également annoncé son intention d' utiliser une nouvelle crypto-monnaie comme monnaie légale.



Micronésie

Etats fédérés de Micronésie.



Nature du régime : République fédérale.
Chef de l'Etat et du gouvernement : M.
Davide PANUELO, président de la
République



Superficie : 701 km², ZEE 2 996 419 km²
Capitale (2010) : Palikir, 6 647 habitants
Villes principales : Cônia, Weno, Kolonia, Tofol.
Langues officielles : anglais et huit langues vernaculaire
(pohnpeian, kosrean, nukuorot, yapese, ulithian, woleian, chuukese,
kapingamarangi)
Monnaie : Dollar américain, 1 Euro = 1,21 \$
Fête nationale : La fête nationale se tient le 10 mai, commémorant
l'anniversaire de la signature officielle de la Constitution en 1979
mais il y a aussi une autre fête nationale le 3 novembre, célébrant l'
Indépendance day, anniversaire de la déclaration d'indépendance,
en 1986



amy stock photo



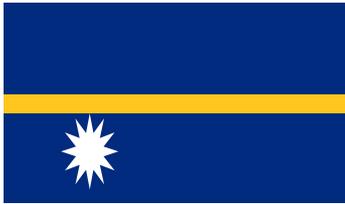
Population : 112 640 habitants.
Espérance de vie : 68 ans
Taux de croissance démographique : 0,3 %
Taux d'alphabétisation (Banque mondiale 2014) : 88,1 %
Religions : catholicisme (54,7%), protestantisme (41,1%).

Les États fédérés de Micronésie sont entièrement situés dans les îles Carolines, dans le sud-ouest de l'océan Pacifique. Les **ancêtres des actuelles populations** s'établirent sur ces îles, il y a **3 000 ans environ**. Certains venaient des îles de la Sonde (uniquement les habitants de Yap), la plupart venaient de l'Océanie proche et sont donc des Océaniens, originaires selon toute vraisemblance de l'archipel Bismarck. Les deux populations sont toutes deux de langue austronésienne. De brillantes réalisations prirent naissance dans la région notamment sous l'égide d'un **empire** centré sur **Pohnpei** puis **Yap**, qui finit par former une véritable **théocratie**. Au **XVI^e siècle**, les explorateurs européens, d'abord les **Portugais** à la recherche des îles aux épices (Indonésie) puis les **Espagnols**, atteignirent les **îles Carolines sur lesquelles l'Espagne établit sa souveraineté** après les avoir longtemps délaissées (souveraineté **confirmée** par le pape **Léon XIII en 1885**). Les îles passent sous **contrôle** de **l'Allemagne** en **1899**, puis à la suite du **débarquement japonais en 1914 lors de la Première Guerre mondiale**, le **Japon reçoit** ensuite ces **îles** en **mandat de la Société des Nations en 1922**. Enjeu stratégique lors de la **Seconde Guerre mondiale**, le territoire est régi par les **États-Unis** qui l'administrent ensuite en tant que **Territoire sous tutelle des îles du Pacifique** selon le **mandat de l'ONU reçu en 1947**. Organisé par les États-Unis et préparé par cette même nation à **l'indépendance**, celle-ci a lieu le **22 décembre 1990**. Regroupant Palau, Yap, des Mariannes, de Chuuk, de Pohnpei et les Marshall (lesquelles se retireront en 1979) en six districts (puis un 7^e avec celui de Kosrae), l'archipel connaît la séparation du Commonwealth des îles Mariannes du Nord le 1^{er} avril 1978. Les **nouveaux États fédérés de Micronésie signent en 1982 avec les États-Unis un accord-cadre de libre-association** (le Compact) qui entre en **vigueur** le 3 novembre **1986**. Après ratification de la fin de la tutelle par le Conseil de sécurité des Nations unies, le 22 décembre 1990, le pays adhère aux Nations unies le 17 septembre 1991.



Les États fédérés de Micronésie sont **l'un des pays les plus pauvres du monde**. **L'économie** est tributaire des **aides extérieures** (américaines notamment, bien que celles-ci aient progressivement diminué ces dernières années) ; le **taux de chômage est très élevé** ; le déficit commercial est fort. **L'agriculture est représentée** par la production d'huile de palme et par la culture de la banane, du poivre, du coprah et de la patate douce. La pêche est très irrégulière et d'un faible tonnage. L'industrie se cantonne aux conserveries de thon et au textile. Le pays **exporte** également du **corail de joaillerie**. Le **tourisme se développe**, notamment sur l'atoll de Chuuk où l'on trouve un cimetière d'épaves de navires de guerre japonais datant de la Seconde Guerre mondiale.

C'est sous la présidence des EFM que le Forum des îles du Pacifique a accepté en 2016 l'adhésion de la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française en tant que membres à part entière, une admission demandée depuis près d'une décennie. L'ancien Président Peter Christian a salué le leadership de Paris lors de la COP 21 et appelé de ses vœux la déclinaison effective d'une stratégie régionale ambitieuse pour la mise en œuvre des engagements pris. Il était présent lors du Dialogue de haut Niveau sur le climat organisé à Nouméa par la Communauté du Pacifique en mai 2018 et clôturé par le Président de la République. La France a été sollicitée pour accompagner le classement au patrimoine mondial de l'UNESCO du site mégalithique remarquable de Nan Mandol et la création du futur musée national, en lien avec le centre culturel Tjibaou de la Nouvelle Calédonie.



Nauru

République de Nauru



Nature du régime : Démocratie parlementaire

Chef de l'Etat et du gouvernement : M. Lionel AINGIMA, président de la République.



Superficie : 21 km², ZEE de 308 480 km².

Capitale (2002) : Yaren (625 habitants)

Villes principales : Berbéрати, Carnot

Langues officielles : nauruan, anglais.

Monnaie : Dollar australien, 1 Euro = 1,57 Dollar australien

Fête nationale : La fête nationale se tient le 31 décembre; commémorant la date de la fin de l'administration australienne sous contrôle des Nations-Unies, c'est-à-dire l'indépendance du pays.



Population (INED estimation 2018) : 12 704 habitants.

Espérance de vie : inconnu

Taux de croissance démographique : -1,3 %.

Taux d'alphabétisation : inconnu

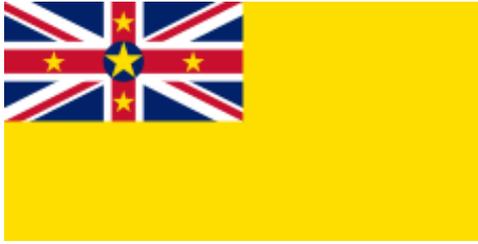
Religions : protestants (60,4%), catholiques (33%)

Les événements antérieurs à la colonisation de Nauru à la fin du XIXe siècle sont **peu connus** faute de sources scripturales et en la quasi-absence de données archéologiques. Vraisemblablement **peuplée** à l'origine de **Mélanésiens** et de **Micronésiens**, elle connaît l'arrivée d'une **seconde vague de migration** venant des littoraux **chinois** via les Philippines, aux alentours de **-1200**. La société nauruane s'organise alors en douze tribus, parlant chacune un dialecte différent du nauruan, la langue originaire de l'île, et vit de la culture des cocotiers, bananiers, pandanus et takamakas, et de la pisciculture des poissons-lait dans deux lagunes de l'île. L'île, alors peuplée de quelques centaines de Nauruans aux origines micronésiennes et mélanésiennes, est **approchée** par le **navigateur britannique John Fearn** en **1798**. Elle accède à **l'indépendance** le 31 janvier **1968**. Entre ces deux dates, elle est successivement **colonie allemande** de **1888 à 1914** puis **australienne** de **1914 à 1968** avec une **période d'occupation japonaise** entre **1942 et 1945**. Mais ce qui **marque** le plus **profondément** la société nauruane, c'est son **histoire économique** centrée sur le **phosphate**. Son extraction et son exportation débutent en 1906. Cette ressource, d'abord exploitée au bénéfice des nations colonisatrices de l'île, **permet** à la **population** de Nauru **d'accéder** à un **très haut niveau de vie**, à partir de l'indépendance en 1968. Cependant, dès les **années 1990**, **l'épuisement des réserves minières**, une **mauvaise gestion des finances publiques** et la **dégradation de la santé publique** caractérisée par l'apparition de maladies liées à une mauvaise hygiène de vie entraînent une **paupérisation de la population et de l'État**, aboutissant à une faillite générale.



La **surexploitation** du **phosphate** et la **crise financière** des années **1990** ont **durement frappé l'économie** du pays. **L'Australie**, ancienne puissance de tutelle, demeure le **principal partenaire** et **pourvoyeur d'aide au développement** de la République de Nauru. **L'île** héberge de **2001 à 2008**, et depuis sa **réouverture** en **2012** un **centre australien de traitement** régional des **demandeurs d'asile**.

La **France** n'a **pas de relation** avec ce pays. Seul l'UE en tient. Les relations avec l'Union européenne se sont renforcées depuis l'admission de Nauru dans le groupe des pays ACP en 2000. L'enveloppe de programmation du 11ème **Fonds Européen de Développement** (2014-2020) est de **2,4 M EUR**, avec une **priorité** accordée aux **énergies renouvelables**.



Niue

Niué



Nature du régime : Démocratie parlementaire, où le Premier ministre (actuellement : Dalton Tagelagi) est chef du gouvernement. Niue est en libre association avec la Nouvelle-Zélande et pleinement compétente pour les affaires internes.

Chef de l'Etat : Chef de l'État : la reine Elizabeth II, représentée depuis le 28 septembre 2016 par le Gouverneur général, Dame Patricia Reddy.

Chef du Gouvernement : Hon Toke Tufukia Talagi

Superficie : 259 km² (64 km de lignes côtières) (ZEE : 390 000 km²)

Capitale (2011) : Alofi (639 habitants)

Langues officielles : niuéen (langue polynésienne proche du tongien et du samoan), anglais, tongien, samoan

Monnaie : Dollar néo-zélandais, 1 Euro = 1,70 NZD

Fête nationale : La fête nationale se tient le 19 octobre commémorant l'anniversaire de l'autonomie du territoire (Niue Constitution Act) en 1974.



Population (2011) : 1 611 habitants (20 200 Niuéens vivent en Nouvelle-Zélande)

Espérance de vie : 70,01 (hommes : 67 ans ; femmes : 76 ans)

Taux de croissance démographique (2011) : - 0,2 %

Taux d'alphabétisation : inconnu

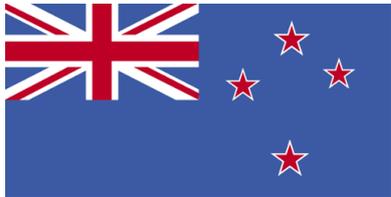
Religions : 67 % de protestants Ekalesia Niué (Église de Niué proche de la Société des missionnaires de Londres), 10 % de catholiques, adventistes, témoins de Jéhovah

Les **premiers habitants** de Niue sont des **Polynésiens** venus des îles Samoa qui s'y installent vers l'an **900**. Une **seconde vague migratoire** provient des **îles Tonga** au **XVI^e siècle**. Jusqu'au **début du XVIII^e siècle**, il semble n'y avoir eu **aucun gouvernement national** à Niue. Des **chefs** (iki) et chefs de famille **dirigeaient** chacun une **partie** de la **population**. Puis, vers l'an **1700**, le concept de **monarchie** semble avoir été **importé** à travers des contacts avec les Samoa ou les Tonga, et une succession de patu-iki (rois) gouverne dès lors l'île. Le **premier contact** avec les **Européens** eut lieu en **1774** lorsque le capitaine **James Cook** aperçut ce qu'il **appela l'île Sauvage**. Cook fit trois tentatives de débarquement sur l'île, mais ne fut pas autorisé à le faire par les habitants polynésiens. Celui-ci nomma le territoire « île sauvage » car, selon la légende, les indigènes l'ayant accueilli lui et son équipage étaient peints avec ce qui semblait être du sang (en réalité, c'était dell'hulahula, une banane rouge indigène). Pour les **deux siècles suivants**, l'île sera **connue** comme l'**île Sauvage**, jusqu'à ce que son **nom d'origine**, « **Niu** », ce qui pourrait se traduire par « **contempler la noix de coco** » **redevienne** sa **dénomination**. Les visiteurs européens suivants seront des notables de la **London Missionary Society** arrivés en **1846** sur le Messenger de la paix. Après des années d'efforts pour installer un missionnaire européen à Niue, un **natif** nommé **Nukai Peniamina** fut emmené aux îles Samoa et **suivit** une **formation** au **collège pasteur** Malua Theological. Peniamina retourna comme missionnaire à Niue avec l'aide de Toimata Fakafitifonua. Il fut autorisé à s'installer dans le village de Uluvehi Mutalau, après plusieurs tentatives dans d'autres villages. Les chefs du village Mutalau permirent à Peniamina d'accéder à la terre et affectèrent plus de 60 guerriers pour le protéger jour et nuit au fort Fupiu. Le **christianisme** a d'abord été **enseigné** au **peuple de Mutalau** avant qu'il ne soit **étendu** à **d'autres villages** de Niue. En **1887**, le **roi Fata-a-iki**, qui régna de 1887 à 1896, proposa de **demandeur protection à l'Empire britannique**, craignant les conséquences de l'annexion par une puissance coloniale moins bienveillante. En **1900**, le Royaume-Uni **consentit** enfin à établir un **protectorat**. Niue fut **annexé** l'année suivante, en **1901**, par la **Nouvelle-Zélande**, et administrée par celle-ci au nom de l'Empire britannique jusqu'en 1974. L'**autonomie**, sous forme de libre association, fut **accordée** le 19 octobre **1974** par le parlement néo-zélandais à la **suite d'un référendum**.



L'économie niuéenne est totalement **dépendante** de l'**aide officielle néo-zélandaise**, qui avec environ 15 millions de dollars néo-zélandais **assure** les **trois quarts du budget local**. La plus grosse partie de ce budget est utilisée pour les infrastructures. La plupart des services publics sont gratuits. Les **importations** sont **45 fois plus importantes que les exportations**. Le **tourisme**, la **vente de timbres** aux philatélistes et les **royalties des compagnies de pêche** assurent un **apport d'argent**. En **1993**, Niue **créa** un **centre financier** afin d'**accueillir** les **compagnies off-shore fuyant leurs taxes locales**. Depuis, **plus de 6 000 sociétés** se sont **enregistrées**, assurant 10 % des revenus du pays. En **2002**, à la suite de **rumeurs** sur le transit de **capitaux** appartenant à des **cartels** sud-américains, puis des **menaces de sanctions**, Niue **mit un terme** aux **activités bancaires (mais pas aux enregistrements de sociétés)**, ce qui lui permit d'**éviter** d'être listé sur la **liste noire** des paradis fiscaux non coopératifs. En **1996**, le gouvernement **néo-zélandais dépensa 10 millions de dollars** pour **agrandir** la piste de **l'aéroport** et **construire l'hôtel Matavai** afin de **promouvoir** le **tourisme**, sans grand succès. Sur les **3 000 visiteurs annuels**, la **moitié** sont des **niuéens expatriés**, 7 % sont des néo-zélandais. L'**agriculture est marginale** (8 % de l'île consiste en des cultures permanentes) et son produit (noix de coco, fruit de la passion, miel, taro, igname, manioc, patate douce, vanille) **peu exporté**.

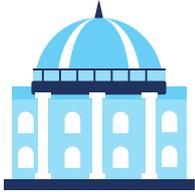
Nos **relations** avec Alofi sont **assurées** par notre **ambassade** en **Nouvelle-Zélande**. Une **aide d'urgence** a été **apportée** par la France après le **passage** en **2004** du **cyclone Heta** dans le cadre des **accords tripartites « FRANZ »** (France, Australie, Nouvelle-Zélande) qui prévoient une **assistance coordonnée en cas de catastrophes naturelles dans le Pacifique sud**. La France a participé au **financement** de la **reconstruction** de bâtiments officiels destinés à abriter l'administration de Niue, conjointement avec l'agence néo-zélandaise de coopération (NZAID) et les autorités niuéennes. **Alofi figure** sur la **liste française des Etats et territoires non coopératifs en matière fiscale** depuis **2010**. Niue était représenté par son ministre des Ressources naturelles, M. Billy Talagi, lors de la 4^e édition du Sommet France-Océanie (novembre 2015). Le député Naea Michael Jackson représentait Alofi lors du deuxième dialogue de haut niveau sur le changement climatique organisé à Nouméa par la Communauté du Pacifique, en présence du président de la république (mai 2018).



Nouvelle-Zélande



Nouvelle-Zélande – Aotearoa (« la terre du long nuage blanc », nom maori du pays).



Nature du régime : Monarchie parlementaire.

Chef de l'Etat : la reine Elizabeth II, représentée depuis le 28 septembre 2016, par la Gouverneure générale de Nouvelle-Zélande, Dame Patricia Reddy.

Chef du Gouvernement : Mme Jacinda Ardern, Première ministre



Superficie : 269 652 km²

Capitale (2017) : Wellington (212 700 habitants)

Villes principales : Auckland, Christchurch, Dunedin, Hamilton

Langues officielles : anglais (96 %), maori (4 %)

Monnaie : dollar néo-zélandais, 1 Euro = 1,69 Dollar néo-zélandais

Fête nationale : La fête nationale se tient le 6 février, appelé le Waitangi Day commémorant la signature du traité de Waitangi (fit formellement de la Nouvelle-Zélande une colonie britannique et peut être considéré comme l'acte de fondation de la Nouvelle-Zélande en tant que nation) le 6 février 1840



(source Statistics New Zealand)

Population : 4,95 millions d'habitants (décembre 2019) dont 67,6 % d'européens néo-zélandais, 14,6 % de Maoris, 9,2 % d'asiatiques et 6,9 % d'îliens du Pacifique

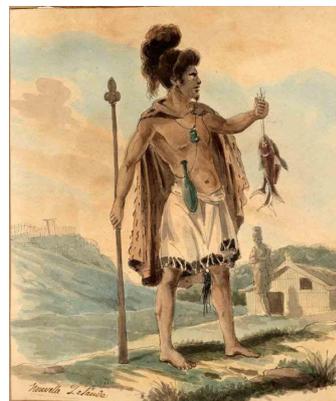
Espérance de vie : 81,6 ans (83,2 ans pour les femmes et 79,4 pour les hommes)

Taux de croissance démographique (2016) : 2 %

Taux d'alphabétisation : 100 %

Religions : en 2018, 48% de la population se déclare athée, 27,8% chrétienne (toutes branches confondues) 2,5% hindoue, 1,2%

L'**histoire** de ce pays est l'une des plus **courtes du monde**, car il s'agit d'**un des derniers territoires découverts par l'être humain** : en effet les **Maoris** y sont arrivés **entre 1050 et 1300**, tandis que les **Européens** y débarquèrent en **1642**. De **1788 à 1840**, les **îles** de Nouvelle-Zélande font officiellement partie de la **Nouvelle-Galles-du-Sud**, le territoire devient par la suite une **colonie** britannique à part entière le 6 février **1840**. La Nouvelle-Zélande devient **indépendante** le 26 septembre **1907** en devenant un **dominion**, puis **accède** à la pleine **souveraineté** en **1947** avec la ratification du Statut de Westminster de 1931. Elle maintient de forts liens avec le Royaume-Uni, ainsi qu'avec l'Australie (pays anglo-saxon le plus proche et partageant une partie de son histoire). Le **Parti travailliste** de la **Première ministre Jacinda Ardern**, au pouvoir depuis **2017** et **plébiscitée** pour sa gestion de la crise du Covid-19, a **remporté** les **élections législatives** du 17 octobre **2020** avec 50 % des voix et 65 des 120 sièges du Parlement. Pour la première fois depuis l'adoption du système électoral actuel en 1996, les Travaillistes gouvernent sans coalition. Mme Ardern a fait de la **lutte contre le changement climatique** et en **favor de l'environnement sa priorité**, à l'image de la **loi Zéro Carbone 2050** adoptée fin **2019**. La Première ministre concentre **également** ses **efforts** sur les secteurs de la **santé**, de l'**éducation** et du **logement**, ainsi que sur la **réduction des inégalités** et de la **pauvreté infantile**, à travers un nouveau budget qualifié de « Wellbeing Budget », caractérisé par une approche axée sur le bien-être de l'ensemble de la population.

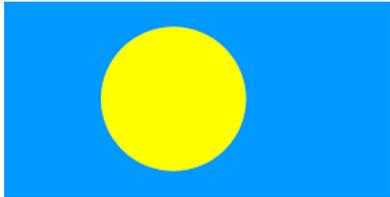


La Nouvelle-Zélande est un **pays développé** avec un PIB de 180 Mds EUR et un PIB/habitant similaire à celui de la France (de l'ordre de 40.000 EUR/habitant). Wellington bénéficiait d'une **croissance robuste** (2,8 % en 2018), d'un **taux de chômage** au plus **bas** depuis 2008 (4,5% en 2018) et d'un **budget proche de l'équilibre** jusqu'à la crise du Covid-19. Certains économistes néo-zélandais anticipent une contraction de 10% du PIB. Cependant, le **taux de chômage s'établit à 5,3%** en septembre 2020, en deçà des prévisions initiales à 10 %. Le pays se **concentre à présent** sur la **relance économique**, suite à l'annonce d'un plan de relance massif de 29 Mds € (près de 16% du PIB). **Wellington exporte** principalement de la **viande bovine** et **ovine** ainsi que des **produits laitiers** (fromage, beurre, lait en poudre) : ses exportations agroalimentaire constituent 64% de ses exportations totales.

La **coopération** entre nos deux pays se structure autour de **l'enseignement supérieur** et de la **recherche scientifique**, de **l'enseignement du français** (première langue étrangère enseignée dans le système scolaire néo-zélandais avec **47 000 apprenants**) ainsi que dans le domaine des industries culturelles et éducatives. La **recherche dans le Pacifique**, sur des problématiques propres à la région, est aussi encouragée par le « **Fonds Pacifique** », qui contribue chaque année au financement de 2 à 4 projets entre la Nouvelle-Zélande et les collectivités françaises du Pacifique, oeuvrant ainsi à leur intégration régionale.

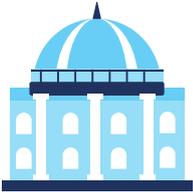
Largement dépendants du secteur aéronautique, les **échanges commerciaux** bilatéraux s'établissent autour de **900 M€** par an en moyenne depuis 10 ans, avec un **excédent commercial en faveur de la France** (90 M€ pour 2018). La **France exporte** vers la Nouvelle-Zélande du **matériel de transport** et des **machines industrielles et agricoles**, tandis qu'elle en **importe** des produits de l'**industrie agroalimentaire et agricole**.

Selon le Ministère des Affaires étrangères, la **communauté néo-zélandaise** en France est estimée à **1 400 personnes** tandis qu'environ **5000 Français** sont **inscrits** auprès du Consulat en **Nouvelle-Zélande** et **plus** de **10.000 jeunes Français** **bénéficient d'un visa vacances travail** chaque année.



Palaos

République des Palaos



Nature du régime : Démocratie parlementaire de type présidentiel.

Chef de l'Etat et du gouvernement : M. Thomas Efang Remengesau, président de la République.



Superficie : 444 km², ZEE : 603 978 km².

Capitale (depuis 2006) : Melekeok-Saint-Jean (98.000 habitants)

Villes principales : Koror, Meyuns.

Langue officielle : palaois, sonsoral, tobi, angaur et anglais.

Langues courantes : palaois (64,7%), tagalog (13,5%), anglais (9,4%), chinois (5,7%).

Monnaie : Dollar américain, 1 Euro = 1,21 \$

Fête nationale : La fête nationale se tient le 9 juillet, commémorant la date du premier référendum constitutionnel de 1978 où les habitants des Palaos décidèrent de ne pas s'associer aux autres districts du territoireée suivante.



Population : 21 729 habitants.

Espérance de vie : 69,1 ans.

Taux de croissance démographique : 1,05 %.

Taux d'alphabétisation : inconnu

Religions : catholiques (41,6%), protestants (23,3%) dont adventistes (5,3%).

Les Palaos sont **habitées** depuis **au moins trois mille ans** par des **populations** vraisemblablement en provenance des **Philippines** ou de **l'Insulinde**. Les îles sont **aperçues** pour la **première fois** par des Européens lorsque **l'Espagnol** Ruy López de Villalobos les aborde en **1543**. Une **première carte géographique de l'archipel** est **envoyée** en Europe en **1687** par le missionnaire jésuite tchèque Pablo Clain. Les **Britanniques naviguent** dans la région au **XVIIIe siècle** et **revendiquent l'île de 1784 à 1800** sous le nom de Pelew Islands. Au cours de ces explorations, l'Antelope du capitaine Henry Wilson s'échoue sur une des îles en 1783. **Réoccupées** par **l'Espagne** en **1875** sous le nom d'Islas Palaos, elles sont évangélisées et alphabétisées par des Frères mineurs capucins. Le **litige opposant l'Allemagne à l'Espagne** sur la **souveraineté** de ces îles est **réglé** en **1875** par le **pape** Léon XIII qui confirme la souveraineté espagnole. Défaite lors de la guerre **hispano-américaine**, **l'Espagne perd** les **Palaos** qui sont **vendues à l'Allemagne en 1899** avec les autres îles Carolines et sont **intégrées** à la **Nouvelle-Guinée allemande**. **Occupées** par le **Japon** à partir du 8 octobre **1914**, elles sont **perdues** au profit des **États-Unis** le 15 septembre **1944** au cours de la bataille de Peleliu. Ce pays les administre à partir du 18 juillet 1947 dans le cadre du territoire sous tutelle des îles du Pacifique confié par un mandat des Nations unies. En **1978** et **1979**, des **référendums** aboutissent à une évolution différente des districts du territoire sous tutelle. **Quatre des six districts forment un État fédéral qui devient les États fédérés de Micronésie en 1990** tandis que les **îles Marshall** et les **Palaos** choisissent une **indépendance** séparée. Dans le cas des Palaos, une **constitution** est élaborée pour entrer en vigueur le 1er janvier **1981**, un **Traité de libre-association** est **signé** avec les **États-Unis** en **1982**, la constitution est modifiée huit fois et entre en vigueur le 1er octobre 1994, marquant la fin de la tutelle et l'indépendance effective.



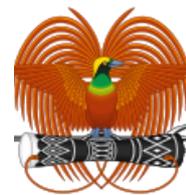
L'économie des Palaos est **construite** autour du **tourisme** qui attire beaucoup de plongeurs, d'une **agriculture de subsistance** et de la **pêche**. Le gouvernement emploie la grande majorité des actifs et **dépend principalement de l'aide économique des États-Unis** (38 % du PNB). 85 000 personnes ont visité le pays en 2010. La population a un PNB par hab. de 9 000 \$ (2001, CIA), soit deux fois plus que les Philippines et la plupart des pays micronésiens. **D'importants investissements étrangers** dans le **secteur du tourisme** sont prévus, grâce au développement des lignes aériennes du Pacifique et la prospérité des pays d'Asie de l'Est. Les **exportations** du pays représentent **18 millions de dollars** (surtout du thon et du cuivre ; 2000, CIA). Les **importations** représentent **99 millions de dollars** (surtout des équipements industriels et de l'énergie ; 2000, CIA). Leur principaux partenaires économiques sont les États-Unis, le Japon, Singapour et Guam.

L'objectif principal de notre action est de **maintenir le lien** avec ce petit Etat insulaire et de **favoriser ses relations avec les collectivités françaises du Pacifique**, notamment la Nouvelle-Calédonie. **L'ambassade de France aux Philippines** est **compétente** pour les **Palaos**.

Le **Président REMENGESAU**, s'est **rendu à Paris** en **2015** pour la **COP 21**, ainsi qu'en **juin** de la même année à l'occasion de la « **Journée des Océans** » de l'UNESCO et d'un colloque organisé par le **groupe d'amitié France-Vanuatu / Iles du Pacifique du Sénat**. Il était également présent au siège de la Communauté du Pacifique à Nouméa à l'occasion du dialogue de haut niveau sur le climat clôturé par le Président de la République en mai 2018.



Papouasie-Nouvelle-Guinée



État Indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée.



Nature du régime : monarchie constitutionnelle.

Chef de l'Etat : la reine Elizabeth II, représentée depuis le 28 février 2017, par le Gouverneur général de Papouasie-Nouvelle-Guinée, M. Bob DADAÉ.

Chef du Gouvernement : M. James MARAPE, Premier ministre.



Superficie : 462 840 km², ZEE : 2 402 288 km².

Capitale (2011) : Port Moresby (364 125 habitants)

Villes principales : Lae, Madang, Goroka, Mount Hagen.

Langues officielles : anglais, pidgin et hiri motu.

Langues courantes : anglais, pidgin et environ 860 langues locales.

Monnaie : Kina, 1 Euro = 4,30 Kina

Fête nationale : La fête nationale se tient le 16 septembre, commémorant l'anniversaire de la proclamation de l'indépendance en 1975



Population : 8 606 316 habitants.

Espérance de vie : 64 ans.

Taux de croissance démographique : 2 %.

Taux d'alphabétisation : inconnu

Religions : catholiques (26%), protestants (64,3%).

Les premiers habitants, **ancêtres des Papous, s'installent** en Nouvelle-Guinée et dans des îles avoisinantes il y a **quelque 50 000 ans**. Il y a **quelque 3 500 ans**, des **migrants austronésiens atteignent** la **Nouvelle-Guinée** orientale et se **mêlent** aux **populations papoues** sur la **côte septentrionale** et dans les îles Bismarck. En **1884**, le **nord** de l'actuelle Papouasie-Nouvelle-Guinée est **annexé** par l'**Empire colonial allemand**, puis le **sud** est **fait protectorat de l'Empire britannique** cette même année. Le **territoire** passe entièrement sous **souveraineté britannique** après la **Première Guerre mondiale**, et est **confié** à l'**Australie**. La Papouasie-Nouvelle-Guinée **obtient paisiblement** son **indépendance**, et devient membre du Commonwealth des nations, en 1975. Le pays a **vécu** des **conflits** frontaliers avec l'**Indonésie** et des **mouvements sécessionnistes**, tel celui de l'**île de Bougainville** (1989-2001) où la **guérilla** aurait fait près de **20 000 morts** et où, en novembre **2019**, un **référendum** sur l'**indépendance** a eu lieu. 176 928 électeurs ont voté en faveur de l'**indépendance**, soit plus de **98 %** des suffrages exprimés.



La Papouasie-Nouvelle-Guinée est **richement dotée** de **ressources naturelles**, mais leur **exploitation** est **entravée** par le **terrain accidenté** et le **coût élevé du développement de l'infrastructure**. Récemment (aux environs de **2010**), des **gisements de gaz naturel gigantesques** y ont été **découverts**. Leur **exploitation**, qui devrait **démarrer** dans trois ou quatre ans, s'élèvera à près de sept millions de tonnes par an. L'**agriculture** est le **principal moyen** de **subsistance** pour **85 % de la population**. Les **dépôts de minerais**, dont le pétrole, le cuivre, et l'or, contribuent à **72 % des recettes d'exportation**. En **1972**, sur l'**île de Bougainville**, à mille kilomètres au nord-est de Port Moresby, les **Australiens** mirent en **exploitation Panguna**, l'une des **plus grandes mines de cuivre à ciel ouvert du monde**, qui **fournissait 45 % des exportations**. Le gouvernement a pu s'attirer l'appui international, notamment en gagnant le soutien du FMI et de la Banque mondiale en fixant des prêts d'aide au développement. Sur les **marchés des principales villes** de la province des Highlands, le **troc** est encore **couramment pratiqué**, l'échange marchand supporté par les valeurs fiduciaires est devenu un mode « obligatoire » avec les personnes qui n'ont pas ou ont abandonné tout lien avec le quotidien des tribus et ethnies. En octobre **1998**, des **groupes ethniques** de la région de Madang ont **assigné** à leur **député** le dépôt d'une **proposition de loi** visant à l'**abolition** de la **monnaie-papier**, et le **retour** à l'usage du **Kina** - et du **Toea**, sa **subdivision** - qui sont en **fait des coquillages**.

Les **relations** franco-papouasiennes sont **significatives** dans le **domaine de l'environnement** - notamment via le Fonds de Partenariat pour les Ecosystèmes Critiques (CEPF), initiative de protection des "points chauds" de biodiversité, et via la poursuite de l'analyse et de la valorisation des résultats de l'expédition « La Planète Revisitée » qui s'est terminée en 2013 - ou **celui de la défense** - participation de la Papouasie-Nouvelle-Guinée aux exercices français dans la région (« Equateur » et « Croix du sud »), **dialogue** avec les **principales puissances régionales** via le South Pacific Defense Minister Meeting (Fidji, Tonga, PNG, France, Australie et Nouvelle-Zélande). Elles se sont **intensifiées** depuis que **Total a obtenu en 2018 des droits d'exploitation** sur les nouveaux gisements de gaz naturel des champs d'Elk et d'Antelope. L'ancien Premier ministre Peter O'Neill s'est entretenu en juin 2016 avec le président de la République à l'occasion du premier Forum d'affaires France/PNG organisé à Paris avec le soutien du MEDEF International et M. Rimbink Pato, alors ministre des Affaires étrangères, a participé au Dialogue de haut niveau sur le climat organisé à Nouméa en mai 2018.

Notre **coopération scientifique** se **concentre** sur la **recherche au service du développement** (agronomie, sciences de l'environnement, gestion des risques naturels, géologie), en liaison avec les instituts de recherche français dans la région, et sur **l'appui à la francophonie**. La Papouasie-Nouvelle-Guinée bénéficie du financement du Fonds Pacifique (financement du projet Ambitle, d'adaptation des coraux au changement climatique et d'un projet sur la résilience de certains milieux (forêt, littoral) menés par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD)).



Salomon

Iles Salomon.



Nature du régime : monarchie constitutionnelle.

Chef de l'Etat : la reine Elizabeth II, représentée depuis le 7 juillet 2009, par le Gouverneur général des Iles Salomon, M. David VUNAGI.

Chef du gouvernement : M. Manasseh SOGAVARE.



Superficie : 28 230 km², ZEE : 1 553 444 km².

Capitale (2017) : Honiara (84 520 d'habitants)

Langues officielles : pidgin mélanésien, anglais.

Langues courantes : 120 langues vernaculaires (langues mélanésiennes).

Monnaie : Dollar des Salomon, 1 Euro = 9,73 Dollar des Salomon

Fête nationale : La fête nationale se tient le 7 juillet, commémorant l'anniversaire de l'indépendance de 1978



Population : 652 858 habitants.

Espérance de vie : 73 ans.

Taux de croissance démographique : 2,6 %

Taux d'alphabétisation : inconnu

Religions : Protestants (73,4%), catholiques (19,6%)

Les îles ont été colonisées depuis au moins 30 000 à 28 800 avant J.-C., avec des vagues ultérieures de migrants, notamment le peuple Lapita, mélangeant et produisant la population autochtone moderne des îles Salomon. En 1568, le navigateur espagnol Álvaro de Mendaña fut le premier Européen à les visiter, les nommant les Islas Salomón. Mendaña est revenue des décennies plus tard en 1595 et une autre expédition espagnole dirigée par le navigateur portugais Pedro Fernandes de Queirós a visité les Salomon en 1606. La Grande-Bretagne a défini sa zone d'intérêt dans l'archipel des îles Salomon en juin 1893, lorsque le capitaine Gibson RN, du HMS Curacoa, a déclaré le sud des îles Salomon un protectorat britannique. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la campagne des îles Salomon (1942-1945) a vu des combats féroces entre les États-Unis, les forces du Commonwealth et l'Empire du Japon, comme dans la Bataille de Guadalcanal.



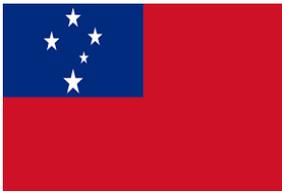
Le PIB par habitant des Îles Salomon, qui est de 600 dollars, les classe parmi les pays moins développés, et plus de 75% de sa main-d'œuvre est engagée dans l'agriculture de subsistance et la pêche. La plupart des produits manufacturés et des produits pétroliers doivent être importés. Seuls 3,9% de la superficie des îles sont utilisés pour l'agriculture et 78,1% sont couverts de forêts, ce qui fait des îles Salomon le 103ème pays classé couvert par les forêts dans le monde. En 1998, l'exploitation de l'or a commencé à Gold Ridge sur Guadalcanal. L'exploration minière dans d'autres zones s'est poursuivie. Les îles sont riches en ressources minérales non développées telles que le plomb, le zinc, le nickel et l'or. Des négociations sont en cours qui pourraient conduire à la réouverture éventuelle de la mine Gold Ridge qui a été fermée après les émeutes de 2006. Le tourisme, en particulier la plongée, pourrait devenir une importante industrie de services pour les Îles Salomon. La croissance du tourisme, cependant, est entravée par le manque d'infrastructures et les limites des transports. En 2017, les îles Salomon ont été visitées par 26000 touristes, faisant du pays l'un des pays les moins visités au monde. Le gouvernement espère augmenter le nombre de touristes jusqu'à 30 000 d'ici la fin de 2019 et jusqu'à 60 000 touristes par an d'ici la fin de 2025.

Le 11e FED (2014-2020) a apporté une attention particulière aux Iles Salomon, avec une enveloppe pays en augmentation de 33%, passant de 16,5 (10e FED) à 22 M EUR. Les ressortissants des Iles Salomon sont dispensés de visa Schengen.

La France contribue, avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, à la surveillance maritime, la lutte contre la pêche illicite et la gestion post-catastrophes naturelles dans la région à partir de la Nouvelle-Calédonie.

La présence des entreprises françaises se développe aux Iles Salomon avec les activités de la Pacific Islands Energy (énergie), Kacific et Alcatel (télécommunications) et la BRED (secteur bancaire).

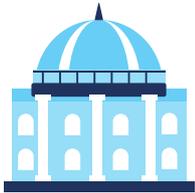
Notre coopération culturelle se concentre sur l'archéologie (fouilles menées sur l'île de Vanikoro) et le patrimoine (préservation des épaves de l'expédition La Pérouse). De 2013 à 2016, le Fonds Pacifique a financé la mise en place d'un réseau sismologique régional - ORSNET - dont a pu bénéficier l'archipel. Une délégation du groupe d'amitié du Sénat avec les îles du Pacifique, conduite par Mme Catherine PROCACCIA, présidente du groupe, s'est rendue aux Iles Salomon du 23 au 28 septembre 2018.



Samoa



État indépendant des Samoa



Nature du régime : Monarchie constitutionnelle

Chef de l'Etat : Afioga Tuimalealiifano Vaaletoa Sualauvi II

Premier ministre : Sailele Malielegaoi



Superficie : 2 831 km²

Capitale : Nouakchott (958 399 habitants)

Villes principales : Apia (île d'Upolu, 36 735 habitants en 2011) ; îles principales : Upolu et Savai'i

Langues officielles : samoan, anglais

Monnaie : Tala, 1 Euro = 3.10 WST

Fête nationale : La fête nationale se tient le 1er juin, commémorant l'indépendance vis-à-vis de la Nouvelle-Zélande obtenu en 1962



Population (2016, Banque Mondiale) : 195 125 habitants

Espérance de vie (Banque Mondiale, 2015) : 74,8 ans

Taux de croissance démographique (2015, Banque Mondiale) : 0,8 %

Taux d'alphabétisation : 99,5 %.

Religions : églises protestantes 70 %, catholique 20 %, autres confessions 10 %.

L'archipel des Samoa est **peuplé depuis** plus de **3 000 ans**. Il a été sous **domination tongane** du **Xe siècle au XVIe siècle** avant de **reconquérir** son **indépendance**. À la fin du **XIXe siècle**, il fait l'objet des convoitises occidentales, et est **partagé** en **1899** entre l'**Allemagne** à l'**Ouest** et les **États-Unis** à l'**Est**. La **partie allemande** est **capturée** par la **Nouvelle-Zélande** en **1914**, pays qui en devient la **puissance mandataire** en **1919**. Après une quinzaine d'années de **troubles indépendantistes** liés à l'activisme Mau, les Samoans sont mieux associés à la gestion de la colonie, qui devient le 1er janvier **1962** la première colonie d'Océanie à retrouver l'**indépendance**. De cette **date** au 4 juillet **1997**, le pays s'appelait l'**État indépendant des Samoa occidentales**, souvent abrégé en Samoa occidentales (en samoan Samoa I Sisifo et en anglais Western Samoa. Le retrait de I Sisifo (c'est-à-dire « occidentales », « au couchant ») du toponyme samoan manifeste la volonté de rapprochement avec les Samoa américaines.



Les principales **exportations** du Samoa sont le **coprah**, le **cacao**, la **banane** et le **café**. L'**agriculture emploie les deux tiers de la population** du Samoa et fournit **90 % des revenus** d'exportation. Les principaux pays où les produits sont exportés sont l'Australie, les États-Unis et le Japon. Le **tourisme** est un secteur en **expansion**, comptant pour 25 % du PIB, avec 88 000 touristes, en 2001. Seul pays du Pacifique à avoir été classé par l'ONU dans la catégorie des **pays les moins avancés**, cette situation lui permet de recevoir de l'aide internationale (52 millions en 1992, 41 % du PNB). Les **importations de pétrole engouffrent 99 % des revenus des exportations**. Les Samoans ont roulé à droite jusqu'au 7 septembre 2009, mais compte tenu des relations économiques étroites avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie, en particulier pour l'importation de véhicules, le sens de circulation a changé.

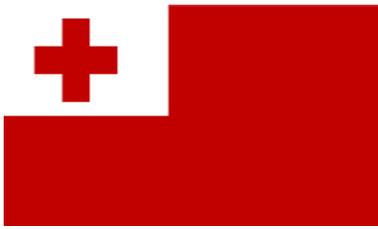
La **Nouvelle-Zélande**, ancienne puissance coloniale jusqu'en 1962, joue un **rôle prépondérant** dans les relations extérieures des Samoa et apportent un **financement important** au développement du pays, que la Première ministre Jacinda Ardern a choisi de visiter dans les mois qui ont suivi son élection en septembre 2017. **Wellington** continue également de **favoriser la venue des Samoens** sur son **territoire** dans le cadre des accords de **travail saisonnier** (un programme similaire existe avec l'Australie). Plus de 140 000 Samoens résident en Nouvelle-Zélande contre un peu moins de 190 000 habitants aux Samoa. La **Chine** compte parmi les **principaux soutiens** des Samoa. Pékin participe de manière substantielle au **développement des infrastructures** du pays et fournit une **contribution** significative afin d'**équiper les hôpitaux** et de **remédier** à la **pénurie de médecins** dans un certain nombre de domaines spécialisés.



L'**action de coopération culturelle, scientifique et technique** de la France aux Samoa est centrée sur le **développement d'une coopération universitaire** avec l'Université de Polynésie française et la réalisation de projets dans le cadre du Fonds Pacifique. Les **relations avec les trois territoires français** (Nouvelle-Calédonie, Polynésie Française et Wallis-et-Futuna) sont **bonnes** et se **développent progressivement**, (signature fin 2016 d'un accord intergouvernemental entre la France et les Samoa pour le raccordement de Wallis-et-Futuna au câble sous-marin de communication numérique Tui Samoa)

L'**aide au développement** de la **France** passe essentiellement à travers le **Fonds européen de développement** (FED), pour lequel la France participe à près de 18 %. L'enveloppe allouée à Apia au titre du 11e FED (2014-2020) s'élève à **20 M euros**, consacrés essentiellement à l'assainissement de l'eau.

Par ailleurs, depuis l'**accord signé** le 28 mai **2015** et **ratifié** par l'UE en décembre de la même année, les **ressortissants de l'espace Schengen** n'ont **plus besoin de visa pour voyager aux Samoa** pour un séjour de moins de 90 jours sur une période de 180 jours.



Tonga

Royaume des Tonga.



Nature du régime : Monarchie constitutionnelle.

Chef de l'Etat : S.M. le Roi Tupou VI

Chef du Gouvernement : M. Pohiva Tu'ionetoa



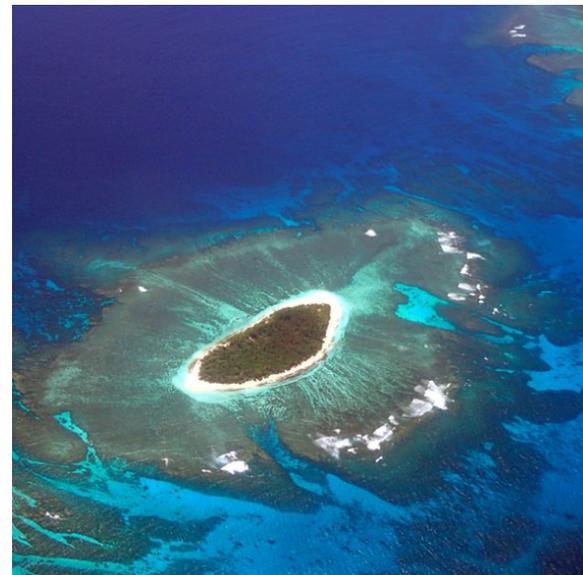
Superficie : 749 km², ZEE : 659 558 km².

Capitale (2016) : Nuku'Alofa (23 221 d'habitants)

Langues officielles : tongien, anglais.

Monnaie : Pa'anga, 1 Euro = 2.74 Pa'anga

Fête nationale : La fête nationale se tient le 4 novembre, commémorant l'adoption de la Constitution en 1875



Population : 103 197 habitants.

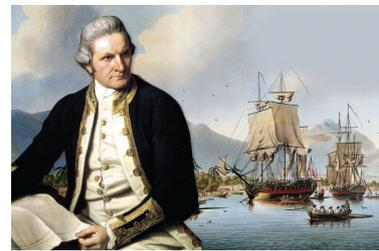
Espérance de vie (2019) : 71 ans.

Taux de croissance démographique : 1,2 %.

Taux d'alphabétisation : inconnu

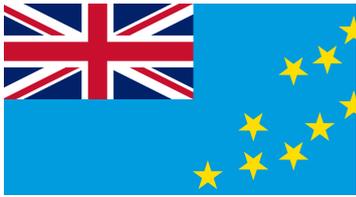
Religions : protestants (64,1%), mormons (18,6% - taux le plus élevé au monde), catholiques (14,2%)

Les **humains colonisent** les Tonga vers le **XIIIe siècle av. J.-C.**, lors de la **grande expansion** où les **peuples de l'Asie du Sud-Est** émigrent à travers l'océan Pacifique à l'est et à travers l'océan Indien jusqu'à Madagascar et l'Afrique de l'Est à l'ouest. Ces **Polynésiens apportent** avec eux **chiens, porcs, poulets, poterie** (civilisation Lapita), **agriculture** (particulièrement la culture de racines) et, évidemment, des **bateaux** (pirogues à balancier). Selon une croyance populaire, le royaume des Tonga serait, parmi les îles de la Polynésie, le premier groupe occupé par l'Homme à l'ère préhistorique. Dans les temps modernes, mais **avant l'arrivée des Occidentaux**, les îles ont des densités de **population de 60 à 75 personnes par kilomètre carré**. Des siècles avant l'arrivée des Occidentaux, les Tongiens **construisent de grandes maçonneries monumentales**, dont les plus notables sont le **Ha'amonga 'a Maui** et les langi. Le Ha'amonga mesure **cinq mètres de haut** et est construit de **trois pierres en calcaire** pesant **chacune plus de quarante tonnes**. Une **royauté** s'établit à Tongatapu au début du **Xe siècle** et la dynastie actuelle se réfère encore à l'empire Tu'i Tonga. Au **XIIIe siècle**, le **pouvoir royal** s'étend même jusqu'à **Hawaï**. Au **XVIIIe siècle**, les Tonga **unifient les chefferies et forgent un empire maritime** qui inclut les régions conquises des Fidji. À cette époque, l'empire des Tonga a une **population d'environ quarante mille personnes**. En 1616, certaines des îles de l'archipel des Tonga, dont Niue, sont aperçues par les navigateurs néerlandais Willem Schouten et Le Maire. Le 21 janvier 1643, Abel Tasman découvre Tongatapu et visite une partie des îles. Entre **1773 et 1777**, **James Cook** prend **contact** avec les **insulaires** de Tongatapu. Il **baptise** l'archipel « **îles des Amis** » (Friendly Islands) en raison de **l'accueil chaleureux qu'il y a reçu** (malgré le massacre de plusieurs de ses hommes). En **1845**, les **îles** sont **unies en un royaume**. Elles deviennent une **monarchie constitutionnelle en 1875** et un **protectorat britannique** le 18 mai **1900**. L'archipel acquiert son **indépendance** le 4 juin **1970** et devient aussi un membre du Commonwealth.



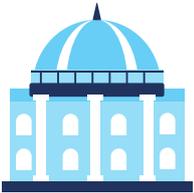
La **majorité** des **Tongiens** vivent de **l'agriculture** et de la **pêche** en mer. La noix de coco, les bananes, les patates douces, les ignames, les taros (tubercule), les cassaves (galettes de farine), les agrumes et la vanille font partie des principales cultures. Les Tonga **exportent le coprah** (10 000 à 15 000 tonnes chaque année), **l'huile de noix de coco**, la **pastèque**, la **vanille**, les **taros** et la **banane**. Tout habitant des Tonga de plus de 16 ans peut louer un terrain. À l'origine, ce droit prenait la forme de l'attribution à tout jeune homme majeur d'une parcelle de terrain destinée à l'agriculture d'environ 8 ha; Dans les **années 1970 et 1980**, la **poste des Tonga a émis des timbres** de formes non rectangulaires autocollants en forme de banane, d'anas, de noix de coco, de montre, de billet de banque, de cœur, de carte des Tonga, de ballon, de boxeur, de tente de scout ou même de pièce de monnaie locale ; ces timbres, très recherchés par les philatélistes, ont **permis au gouvernement des îles Tonga d'obtenir des revenus importants** (8 % de ses revenus). Les Tonga ont **également commercialisé des positions sur l'arc géostationnaire**. En effet, un américain avait conseillé au roi de revendiquer des orbites géostationnaires non attribuées avant que l'arbitrage final ne soit rendu au niveau international. Ce conseil judicieux, suivi par sa Majesté, **a permis aux Tonga de vendre ainsi des droits de positionnement de satellites à des pays désirant placer des satellites mais qui n'avaient pas pris la précaution de retenir ces positions**. Les **devises apportées** par les **visiteurs** qui viennent aux Tonga ainsi que **l'aide extérieure**, notamment britannique, (qui constitue près du quart du PNB (produit national brut)) occupent une place importante dans les ressources du pays.

La **France** est **l'un des plus anciens partenaires diplomatiques** des Tonga, avec lesquels elle a **signé un traité d'amitié en 1855**, complété par un Traité d'amitié et de coopération en 1980. Notre **coopération** s'appuie sur les **Forces armées de la Nouvelle-Calédonie**, qui entretiennent des relations suivies avec l'armée tongienne. Le « **Fonds Pacifique** » intervient également en **appui de projets régionaux** impliquant les collectivités françaises du Pacifique **en matière de santé ou d'énergies renouvelables** et bien sûr dans le domaine de la **francophonie**. Le français est enseigné au Tonga High School, principal établissement scolaire du pays, avec le soutien de l'ambassade de France à Suva et du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie. Les groupes **Total** et **Pacific Petroleum** (Polynésie française) ont des **activités de distribution aux Tonga** (rachat des activités de BP et de la Shell dans la région).



Tuvalu

Les Tuvalu.



Nature du régime : Monarchie constitutionnelle.

Chef de l'Etat : la reine Elizabeth II, représentée depuis 2010, par le Gouverneur général des Tuvalu, M. Iakoba Taeia Italeli.

Chef du Gouvernement : M. Enele Sopoaga , Premier ministre.



Superficie : 26 km², ZEE : 749 790 km².

Capitale (2012) : Funafuti (6 152 habitants)

Langue officielle : tuvaluan, anglais.

Monnaie : dollar tuvaluan, 1 Euro = 1,57224 TVD

Fête nationale : La fête nationale se tient le 1er octobre, commémorant l'indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni obtenu en 1978



Population : 11 192 habitants.

Espérance de vie à la naissance : non disponible.

Taux de croissance démographique : 0,86 %.

Taux d'alphabétisation : inconnu

Religions : Eglise des Tuvalu (Eglise chrétienne protestante spécifique au pays, qui mélange le christianisme, apporté par des missionnaires samoans de la London Missionary Society et des éléments ancestraux des croyances autochtones) : 97%.

Les **Austronésiens**, dont font partie tous les Tuvaluans, sont parmi les **plus anciens navigateurs de haute mer** de l'histoire de l'humanité. La plupart sont **Polynésiens** et sont arrivés tardivement de **Samoa**, certains sont des « **Micronésiens** » et semblent avoir été les tout **premiers installés avant** d'être **envahis** par les **Polynésiens**. Leur **provenance** est vraisemblablement le **sud des îles Salomon** ou le **nord du Vanuatu**, sans qu'il soit possible de préciser davantage. Les **Tuvalu** sont **habitées depuis le début du 1er millénaire av. J.-C.**. Elles semblent avoir été notamment peuplées par des populations polynésiennes, en provenance de Samoa, qui était un centre de diffusion de cette culture, mais ces Polynésiens se sont mélangés avec des Micronésiens déjà présents. Dans les années **1860**, des **missionnaires** samoans de la **London Missionary Society** **s'installèrent** sur l'île de Vaitupu. Ils y **apportèrent** le **christianisme**, ainsi que **l'alphabétisation** à travers des Bibles en langue samoane. Bien qu'**aucune colonisation ne fût établie avant 1892**, les marchands d'esclaves et les baleiniers venaient parfois dans ces îles avant le protectorat britannique, pour en razzier la population ou en piller les ressources. En **1892**, les **îles deviennent le protectorat britannique** des îles Ellice. Le protectorat devint la colonie des îles Gilbert et Ellice en 1916 par réunion avec le protectorat des îles Gilbert. En **1974**, les différences ethniques et linguistiques et de développement dans la colonie poussèrent les **Polynésiens des îles Ellice à voter pour la séparation avec les îles Gilbert** (appelées désormais les Kiribati). L'année suivante, le 1er octobre, les îles Ellice deviennent la colonie britannique des Tuvalu, en adoptant un nom autochtone. **L'indépendance** fut accordée en **1978** sous la forme d'un dominion. Le 1er août 2013, à la suite d'une brève crise constitutionnelle, le gouverneur général, sir Iakoba Italeli, limoge le premier ministre Willy Telavi, qui ne disposait plus d'une majorité parlementaire, et nomme Enele Sopoaga premier ministre par intérim. Le 4 août, le Fale i Fono confirme Sopoaga au poste de premier ministre, par huit voix contre cinq. Il prête serment et nomme son gouvernement le lendemain.



Les Tuvalu font partie des **cinq pays les moins avancés (PMA) d'Océanie**. La **majorité des revenus** de l'archipel et de ses habitants sont **issus de l'agriculture**, même si celle-ci souffre du manque d'altitude et des faibles dimensions des différents atolls. En effet la majorité des **îles n'ont que très peu de relief**, ce manque d'altitude, combiné avec la **montée progressive du niveau de l'Océan multiplie** le nombre de **raz-de-marée**. Ces raz de marée ont des conséquences désastreuses puisqu'ils provoquent une **raréfaction des réserves d'eau potable**, une **salinisation des terres arables** et **l'abandon progressif des cultures vivrières**. Les différentes difficultés rencontrées par le pays **l'oblige à avoir recours à l'importation** ce qui accentue sa **dépendance économique vis-à-vis de l'étranger**. De plus, le pays doit faire face à des écarts de revenu importants même si la pauvreté absolue y est rare. Les **recettes publiques** sont fortement **dépendantes de la vente de licence de pêches** et **l'aide internationale au développement**. Le montant de la dette publique représentait 50 % du PIB fin 2011. Le gouvernement tire aussi profit du domaine internet qu'il a initié..

Notre **relation** bilatérale s'appuie sur la **proximité géographique** et **culturelle** avec **Wallis-et-Futuna** et se manifeste également lors de la **survenance de catastrophes naturelles** (aide d'urgence envoyée à la suite des inondations catastrophiques provoquées par le cyclone Pam en mars 2015). Les **questions climatiques ont également rapproché nos deux pays**. M. Enela SOPOAGA était ainsi présent à Paris fin 2015 pour le IVe Sommet France-Océanie et à Nouméa en novembre 2014 pour le Dialogue de haut niveau sur le changement climatique au siège de la Communauté du Pacifique et à nouveau en mai 2018 à l'occasion du deuxième dialogue de haut niveau, qui s'est tenu en présence du Président de la République. Une délégation du **groupe d'amitié du Sénat avec les îles du Pacifique**, conduite par Mme Catherine PROCACCIA, présidente du groupe, **s'est rendue aux Tuvalu** du 13 au 15 septembre **2016**.



Vanuatu

République du Vanuatu.



Nature du régime : République parlementaire.

Chef de l'Etat : M. Tallis OBED MOSES.

Chef du Gouvernement : M. Charlot SALWAI TABIMASMAS.



Superficie : 12 189 km², ZEE : 641 456 km².

Capitale (2016) : Port-Vila (51 437 habitants)

Villes principales : Luganville

Langue officielle : bichelamar, anglais, français.

Langues courantes : le bichelamar est la langue véhiculaire commune aux anglophones et aux francophones. De nombreuses autres langues vernaculaires existent également.

Monnaie : Vatu, 1 Euro = 130.87378 VUV

Fête nationale : La fête nationale se tient le 30 juillet, commémorant l'indépendance vis-à-vis de la France et du Royaume-Uni obtenu en 1980



Population (Banque mondiale 2017) : 276 244 habitants

Espérance de vie (Banque mondiale, 2016) : 72,13 ans

Taux de croissance démographique (Banque mondiale 2017) : 2,16 %

Taux d'alphabétisation : 74 %.

Religion : environ 83% de la population est chrétienne, dont 32% presbytérienne, 13% catholique, 13% anglicane, et 11% adventistes du septième jour. D'autres groupes se réclamant du christianisme représentent 14% de la population. Par ailleurs, le « mouvement John Frum », groupe politico-religieux autochtone, s'est développé sur l'île de Tanna et comprend environ 5% de la population.

Vanuatu a d'abord été **habité** par des **mélanésiens**. Les premiers Européens à visiter les îles étaient une **expédition espagnole** dirigée par le navigateur portugais Fernandes de Queirós, arrivé sur la plus grande île, Espíritu Santo, en **1606**. **Queirós a revendiqué l'archipel** pour l'Espagne, dans le cadre des Indes orientales espagnoles coloniales, et a nommé **il Laustrialia del Espíritu Santo**. Dans les années **1880**, la **France** et le **Royaume-Uni** **revendiquèrent** des parties de **l'archipel**, et en **1906**, ils se mirent d'accord sur un **cadre de gestion conjointe de l'archipel** sous le nom des **Nouvelles-Hébrides** via un **condominium** anglo-français. Un **mouvement d'indépendance** est né dans les **années 70** et la **République** de Vanuatu a été **fondée** en **1980**.



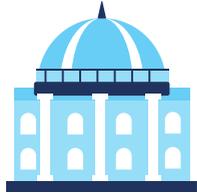
Les **quatre piliers** de **l'économie** sont **l'agriculture**, le **tourisme**, les **services financiers offshore** et **l'élevage de bétail**. Vanuatu **vend la citoyenneté** pour environ 150 000 dollars et ses **passesports permettent de voyager sans visa** dans toute l'Europe. Avec **l'explosion** de la **demande** du marché **chinois**, les ventes de passeports pourraient désormais **représenter plus de 30% des revenus du pays**. Il y a une activité de pêche substantielle, bien que cette industrie n'apporte pas beaucoup de devises. Les **exportations** comprennent le **coprah**, le **kava**, le **bœuf**, le **cacao** et le **bois** ; et les importations comprennent les machines et équipements, les denrées alimentaires et les carburants. En revanche, **l'activité minière est très faible**. Bien que **l'extraction du manganèse ait cessé** en 1978, il y avait un accord en 2006 pour exporter le manganèse déjà extrait mais pas encore exporté. Le pays ne possède **aucun gisement de pétrole** connu. Un petit secteur de l'industrie légère s'adresse au marché local. Les **recettes fiscales** proviennent principalement des **droits d'importation** et d'une **TVA de 15%** sur les biens et services. Le **développement économique est entravé** par la **dépendance** vis-à-vis de relativement **peu d'exportations** de produits de base, la **vulnérabilité aux catastrophes naturelles** et les **longues distances entre les îles constituantes** et les **principaux marchés**. **L'agriculture** est utilisée pour la consommation ainsi que pour l'exportation. Il **fait vivre 65% de la population**.

Ancien condominium franco-britannique indépendant depuis 1980, **très lié culturellement à la Nouvelle-Calédonie**, dont il est le **plus proche voisin**, le Vanuatu **entretient** avec la France **une relation particulière**, qui se traduit par des **entretiens réguliers** (visite à Paris du Premier ministre vanuatais en novembre 2015 à l'occasion du Sommet France-Océanie ; entretiens avec le ministre français des Affaires étrangères en janvier 2017 à Paris puis en mai 2018 à Nouméa). Le président de la République, M. Obed Moses TALLIS a représenté le Vanuatu aux commémorations du centenaire du 11 novembre et au Forum de Paris pour la Paix en 2018. Les **actions de coopération** sont notamment encadrées par une **convention France - Nouvelle-Calédonie - Vanuatu**, conclue en **2002**, et **renouvelée** une **cinquième fois** début 2019. La réunion annuelle de la commission mixte installée par la convention définit les projets à mettre en œuvre. Par le biais de l'AFD, du Fonds Pacifique, et de l'ambassade de France à Port-Vila, la **France soutient** des **projets relatifs à la francophonie**, à commencer par le développement de l'université nationale bilingue qui a été inaugurée le 17 février 2017. Pays trilingue (l'anglais, le français et le bichelamar sont reconnus par la constitution comme langues officielles – on estime les **francophones à environ 31% de la population**, surtout concentrés dans l'île de Santo), le Vanuatu est l'unique Etat océanien de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), rejointe lors du sommet à Madagascar du 27 novembre 2016 par la Nouvelle-Calédonie (en tant qu'observateur). Bien que le Vanuatu ne dispose pas d'armée à proprement parler, les **Forces Armées de Nouvelle Calédonie (FANC) entretiennent des relations avec les gardes côtes** notamment pour la surveillance de la ZEE du Vanuatu, la **formation** et **l'assistance civile**. Les FANC interviennent également dans le domaine des infrastructures avec l'opération dite « Castor ». L'un des quatre pays les moins avancés (PMA) que compte l'Océanie, la République du Vanuatu présente une forte vulnérabilité aux risques naturels (les dégâts liés au cyclone Pam représentent deux tiers du PIB, selon la Banque mondiale). Dans le cadre des **accords FRANZ** (France-Australie-Nouvelle-Zélande, pour la coordination de la réponse post-catastrophes), la **France s'est massivement engagée dans les opérations humanitaires** qui ont suivi le dévastateur cyclone Pam ainsi que, plus récemment, à la suite de l'éruption volcanique sur l'île d'Ambaé.



Afghanistan

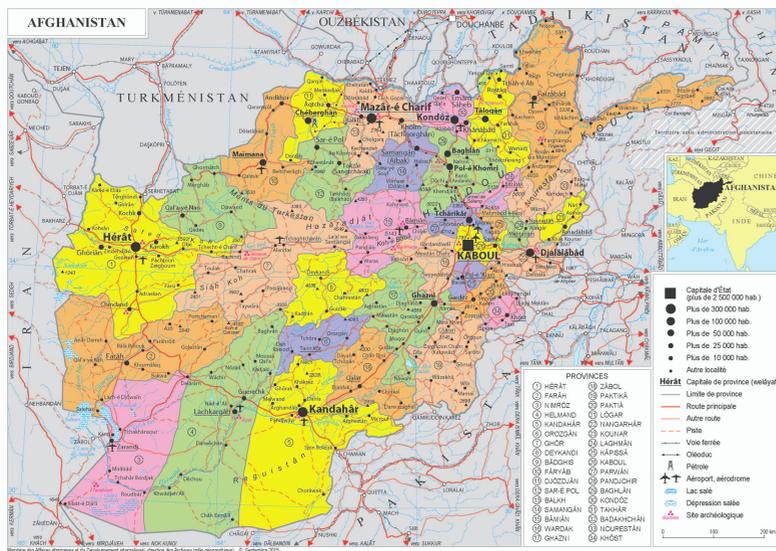
République islamique d'Afghanistan



Nom officiel : République islamique d'Afghanistan.
Nature du régime : présidentiel.
Chef de l'État : Ashraf GHANI (investi le 29 septembre 2014).



Superficie : 652 090 km².
Capitale : Kaboul (2,4 millions d'habitants).
Langues officielles : pachto et dari (autres langues courantes : tadjik, ouzbek, turkmène).
Fête nationale : 19 août (fête de l'Indépendance de 1919).



Population : 35,5 millions (2017, Banque mondiale), auxquels s'ajoutent près d'un million de réfugiés afghans de retour d'Iran (chiffres OIM établis fin 2018) et deux millions environ demeurant encore en Iran et au Pakistan.

Croissance démographique : 3 % par an (2018, Banque mondiale).

Espérance de vie : 63,6 ans (2016, Banque mondiale).

Taux d'alphabétisation : 38,17 % (2015, Unesco).

Religions : 84% de musulmans sunnites (rite hanéfite), 15% de musulmans chiites (duodécimains et ismaéliens), autres (sikhs, hindous...).

Histoire Depuis **l'indépendance de 1947**, le Pakistan a connu trois Constitutions et trois coups d'État militaires. En outre, l'exercice du pouvoir par les civils, entre deux interventions de l'armée, ne garantit pas l'existence d'une réelle démocratie. Si l'Inde a hérité du versant parlementaire du British Raj (Empire britannique des Indes), le Pakistan, lui, semble s'inspirer du modèle vice-royal dès le règne – pourtant bref – du « père de la nation », Mohammed Ali Jinnah.

La démocratie est aussi fragilisée par l'arithmétique délicate des groupes ethniques : les tensions entre communautés linguistiques sont en effet l'une des grandes questions auxquelles le Pakistan est confrontée depuis l'origine.

Contexte économique Cinquième pays le plus peuplé au monde avec 207 millions d'habitants, le Pakistan a enregistré un rythme de croissance moyen de 5,2 % entre 2014 et 2018. Le Pakistan fait actuellement face à une situation économique difficile. Le Pakistan a noué, depuis son indépendance, une relation étroite avec la Chine, marquée notamment par une coopération dans les secteurs économique et de défense. Le projet de Corridor économique Chine-Pakistan (CECP), qui s'inscrit dans le programme chinois des « nouvelles routes de la Soie », devrait mener à 50 Mds d'euros d'investissements chinois au Pakistan d'ici 2030.

Relations avec l'Union Européenne L'Union Européenne est fortement engagée en Afghanistan depuis 2001. L'exil des Afghans, vers l'Europe, et la France, ne date pas d'hier. Début 2000 on les retrouvait à Sangatte, Dix ans plus tard aux abords de la gare de l'Est et aujourd'hui à Calais et sur les trottoirs parisiens. En France et dans l'Union européenne, la demande d'asile afghane a fortement progressé (6000 demandes en France en 2016 contre 800 en 2010 et 183000 en UE en 2016 contre 16000 en 2010), les Afghans devenant la deuxième nationalité de demandeurs d'asile en 2016. De nombreux facteurs expliquent cette augmentation : situation sécuritaire dégradée ; expulsions ou mauvaises conditions de vie pour les déplacés installés en Iran ou au Pakistan, etc.

Webographie - Pour aller plus loin

France Diplomatie : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/>

Encyclopedia Universalis : <https://www.universalis.fr/>

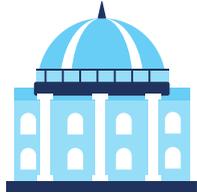
<https://www.france-terre-asile.org/>

Source images : <https://www.canva.com/> ; <https://www.universalis.fr/> ; Google Images



Arménie

République d'Arménie



Nature du régime : république parlementaire

Chef de l'Etat et/ou du gouvernement : Armen Sarkissian (depuis le 9 avril 2018)



Superficie : 29800 km²

Capitale : Erevan (1 073 700 hab.)

Langues officielles : arménien

Monnaie : dram arménien

Fête nationale : 21 septembre (proclamation de l'indépendance en 1991)



Population (1er janvier 2016) : 2 998 600

Croissance démographique (2016) : 4,6 ‰ (1er janvier 2016)

Espérance de vie (2015) : 74,9 ans

Taux d'alphabétisation (2015) : 99,8%

Religion (s) : christianisme (Eglise apostolique arménienne) 94%